David Churchill, *Crime Control and Everyday Life in the Victorian City. The Police and the Public*

Oxford, Oxford University Press, 2018, 290 p., ISBN : 9780198797845

Arnaud-Dominique Houte

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/2627>

DOI : 10.4000/chs.2627

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 18 décembre 2019

Pagination : 140-142

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Arnaud-Dominique Houte, « David Churchill, *Crime Control and Everyday Life in the Victorian City. The Police and the Public* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], vol. 23, n°2 | 2019, mis en ligne le 06 mai 2020, consulté le 03 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/2627> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.2627>

Ce document a été généré automatiquement le 3 avril 2022.

© Droz

David Churchill, *Crime Control and Everyday Life in the Victorian City. The Police and the Public*

Oxford, Oxford University Press, 2018, 290 p., ISBN : 9780198797845

Arnaud-Dominique Houte

RÉFÉRENCE

David Churchill, *Crime Control and Everyday Life in the Victorian City. The Police and the Public*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 290 p., ISBN : 9780198797845

- 1 Peu d'ouvrages historiques affichent aussi fermement leur ambition interdisciplinaire, à la croisée de l'histoire et de la criminologie, des problématiques du passé et des questionnements du présent. Prenant acte du basculement des politiques de sécurité qui s'observe depuis les années 1970, avec un glissement du public vers le privé, David Churchill entend apporter de nouveaux éléments de réflexion sur la construction historique du monopole étatique de la violence légitime (une idée qu'il avait déjà esquissée en 2014, dans une précédente livraison de *Crime, Histoire & Société*). À l'encontre d'une vulgate qui célèbre les succès de la *New Police* et insiste sur la marginalisation des formes anciennes de *self-policing*, il veut mettre l'accent sur la résistance durable de ces pratiques traditionnelles, privées et civiques, par lesquelles le citoyen ordinaire reste acteur de sa sécurité.
- 2 Pour éprouver cette idée, David Churchill choisit de se focaliser sur la police criminelle et, plus spécifiquement encore, sur la défense de la propriété dans l'Angleterre urbaine du XIX^e siècle. Outre Leeds, qui avait été l'objet de sa thèse de doctorat et qui constitue ici le terrain privilégié de l'enquête, il s'intéresse à Liverpool et Manchester, c'est-à-dire à de grandes villes industrielles qui disposent de polices puissantes confrontées à des sociétés en brutales et constantes recompositions. Les réformes engagées à partir des années 1830 permettent en effet une augmentation des effectifs (un policier pour

1 718 habitants dans le Manchester de 1841 ; un pour 1 403 quarante ans plus tard) et une plus large couverture territoriale, qui ne se réduit plus au contrôle du centre-ville, mais s'étend aux faubourgs. Cette police souffre d'une forte rotation des personnels (jusqu'à un tiers de l'effectif chaque année !) qui s'atténue toutefois à partir des années 1870 : la professionnalisation est de plus en plus manifeste à la fin de l'ère victorienne.

- 3 Cette nouvelle police parvient-elle à lutter efficacement contre le crime ? Prenant le contre-pied des conclusions optimistes de David Taylor (*Policing the Victorian Town. The Development of the Police in Middlesbrough*, 2002), David Churchill insiste sur la croissance des vols et atteintes à la propriété. La faute en revient pour partie à une meilleure déclaration des délits, mais elle procède aussi des plus nombreuses opportunités de passage à l'acte dans des villes plus commerçantes, mais toujours aussi inégalitaires. Si l'on parle beaucoup d'une « classe criminelle » qui serait en cours de professionnalisation, les archives recensent surtout des petits voleurs d'occasion qui n'ont pas grand-chose de spécialistes et qui sont peut-être moins ciblés par l'appareil judiciaire et policier. C'est bien le temps des « classes laborieuses, classes dangereuses », évoquées par Louis Chevalier à propos du cas parisien.
- 4 Que fait la police ? La question circule dans les discours sociaux et médiatiques. Au-delà du mécontentement, elle inspire des réactions individuelles et collectives qui prennent la forme d'une véritable « mentalité de la prévention ». Et l'on insiste ainsi sur la prudence dont il faut faire preuve quand on se promène en ville (gare au pickpocket !), tandis que se développe un appétissant marché de la sécurité domestique (serrures, coffres, gardiennages). La protection contre le vol reste donc, dans une très large mesure, une affaire privée.
- 5 Mais c'est aussi le cas de la lutte contre les voleurs, explique David Churchill, qui étudie de plus près les pratiques d'enquête de la police, afin de montrer qu'elles reposent sur la contribution des victimes ou témoins des infractions, c'est-à-dire d'individus ordinaires. Ce sont aussi ces acteurs privés qui gardent un rôle central et méconnu dans l'identification et même dans l'interpellation des délinquants. L'ouvrage s'interroge, trop rapidement toutefois, sur l'identité et les motivations de ces « bénévoles de la sécurité » qui seraient peut-être des *middle-class men* aiguillonnés par la volonté d'affirmer leur statut social, sinon leur virilité.
- 6 Reléguée au second plan dans la conduite de l'enquête, la puissance publique retrouve ses droits lorsqu'il s'agit d'engager des poursuites judiciaires. En dépit de la persistance de règlements infrajudiciaires des conflits, de telles pratiques sont en effet moins acceptées qu'autrefois. La nature des sources mobilisées fait toutefois obstacle à une analyse plus précise de ces problèmes : ne sont accessibles à l'historien, par définition, que les affaires qui ont connu une certaine publicité. C'est l'une des principales limites de l'ouvrage, qui contourne la difficulté en mobilisant des sources médiatiques dont il faudrait discuter plus précisément la représentativité et l'usage.
- 7 Résumons les principales conclusions : l'affirmation d'une « nouvelle police » ne fait pas de doute, au milieu du XIX^e siècle, mais il serait abusif d'en déduire qu'elle bouleverse les formes de gestion du crime (et spécifiquement du vol), qui restent très largement héritées du XVIII^e siècle. Il est vrai que ces policiers plus nombreux peinent encore à s'affirmer. Comme le rappelle David Churchill, on ne saurait s'en tenir au mythe du *policing by consent*, qui cache une relation police-société plus conflictuelle qu'on n'a longtemps voulu l'admettre. Suffirait-il de décaler l'analyse de quelques décennies pour observer un tout autre paysage ? La monopolisation de la violence

légitime se renforce sans doute à l'extrême fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, au moment où les polices s'efforcent de mieux répondre aux attentes sociales.

- 8 Mais David Churchill ne veut pas seulement déplacer dans le temps ce « grand récit » de la monopolisation, il prétend le mettre en question en affirmant que la société civile n'a jamais disparu du paysage : ces citoyens « qui ferment portes et fenêtres, posent des pièges contre les voleurs, surveillent les maisons des voisins, répondent aux appels à l'aide », (p. 242) jouent un rôle qu'il convient de réévaluer. Comme bien d'autres politiques sociales, le contrôle du crime relèverait ainsi d'une véritable « économie mixte » où se mêlent l'État et les acteurs privés.
- 9 La thèse est forte et d'autant plus convaincante qu'elle fait écho aux renouvellements récents de l'historiographie des polices européennes, de plus en plus attentive à rendre compte des formes non professionnelles et extra-institutionnelles du maintien de la sécurité publique. Ne pas se laisser enfermer dans la masse séduisante des discours officiels, prendre le risque d'étudier les acteurs policiers en situation, dans leur traitement de la criminalité ordinaire : c'est une méthode délicate dont ce livre ambitieux et stimulant montre la fécondité.

AUTEURS

ARNAUD-DOMINIQUE HOUTE

Sorbonne Université

Arnaudhoute[at]aol.com